

FLORENCE CASSEZ, SALAH HAMOURI:
« LES LACHETES, ET L'INDIGNITÉ DE MICHELE ALLIOT-MARIE »

Le gouvernement français ne prend même plus la peine d'enrober ses lâchetés. Il vient de donner une nouvelle - et incroyable - illustration de sa diplomatie des deux poids deux mesures. « Le sommet de l'odieux est atteint », a ainsi réagi le **comité pour la libération de Salah Hamouri** après les déclarations de Michèle Alliot-Marie au sujet de l'affaire Cassez.

La ministre des Affaires étrangères avait dénoncé « **un déni de justice qui aura des conséquences sur les relations entre la France et le Mexique** » après le rejet du recours en cassation déposé par la jeune Française, emprisonnée depuis 5 ans au Mexique.

« Nous ne connaissons pas le dossier de Florence Cassez et bien évidemment nous lui souhaitons le meilleur, souligne Jean-Claude Lefort, coordinateur du comité de soutien à Salah. Mais la preuve est une nouvelle fois faite que pour Salah Hamouri rien de tel n'est mis en œuvre. »

Depuis des années, le comité dénonce l'inaction du gouvernement en faveur du jeune Franco-Palestinien condamné pour délit d'opinion par un tribunal militaire israélien, alors qu'il s'échine à faire libérer les autres Français emprisonnés à l'étranger. Le 5 janvier, MAM répondait au comité : « **Il n'appartient pas aux autorités françaises d'intervenir ou même de commenter les procédures judiciaires d'un État souverain** » !

Il est clair que ce qui est valable pour le Mexique ou l'Iran ne l'est pas pour Israël ! Alors qu'il a toujours refusé de rencontrer la mère de Salah, Nicolas Sarkozy vient de recevoir à l'Elysée les parents de Florence Cassez, pour la dixième fois ! De son côté, **MAM avait évoqué un boycott de l'Année du Mexique en France, elle qui appelait, il y a quelques mois, à poursuivre toute personne participant au boycott des produits provenant des colonies israéliennes.** « Pour les autorités françaises, on ne touche pas à Israël quoi que fasse cet État. Un Français est en prison injustement ? Et alors ! Qu'il y reste ! (...) Quelle honte ! Quel mépris pour les droits de l'homme ! » conclut le comité.

Charlotte Bozonnet, Humanité Dimanche